

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2025-15 du 12 septembre 2025

En bref

Énergie

1. **Bangladesh** : Le Bangladesh souhaite équiper les toits des bâtiments publics avec des panneaux solaires.
2. **Bangladesh** : Omera Petroleum rachète Totalgaz Bangladesh pour 19 M USD.
3. **Inde** : L'Inde lance un projet de batteries de stockage dans les centrales à charbon pour stabiliser le réseau électrique.
4. **Inde** : L'Inde investit dans le recyclage des minéraux critiques en attendant le développement de ses propres capacités minières.
5. **Sri Lanka** : Conformément aux exigences du FMI, le prix de l'électricité au Sri Lanka pourrait une nouvelle fois augmenter.

Transports

6. **Bangladesh** : Le gouvernement intérimaire lance un vaste projet de hub portuaire et industriel à Moheshkhali-Matarbari, visant la création de 150 000 emplois.
7. **Inde** : L'Inde approuve deux projets ferroviaires et routiers de plus de 900 millions USD pour renforcer la connectivité dans l'Est de l'Inde.

Environnement

8. **Inde** : L'Inde adopte les règles d'audit environnemental 2025 pour renforcer le suivi de la conformité.
9. **Inde** : L'Inde publie la méthodologie de calcul des crédits verts pour les plantations d'arbres.
10. **Inde** : Plus de 400 lacs glaciaires de l'Himalaya, sous surveillance renforcée de la Commission centrale de l'eau indienne (CWC).

Numérique

11. **Inde** : L'Inde annonce la révision de sa stratégie nationale sur les semi-conducteurs.

Santé

12. **Inde** : Lancement des centres de fabrication de produits biologiques avancée pour stimuler la bioéconomie et l'innovation.
13. **Inde** : Les chaînes de soins de santé indiennes cherchent à attirer davantage de patients étrangers.
14. **Inde** : Les entreprises pharmaceutiques célèbrent la baisse des prix des médicaments, mais s'inquiètent de l'écart fiscal sur les principes actifs.

Aviation civile

15. **Inde** : L'Inde ambitionne de devenir un acteur majeur de la production de carburants d'aviation durables.

Bangladesh

Le Bangladesh souhaite équiper les toits des bâtiments publics avec des panneaux solaires

Le gouvernement du Bangladesh a annoncé le déploiement de panneaux solaires sur l'ensemble des bâtiments publics — administrations, écoles, madrasas (écoles théologiques musulmanes), universités et hôpitaux — d'ici six mois. L'initiative, inscrite dans le Programme national de toitures solaires, vise à ajouter 3 000 MW d'électricité au réseau d'ici décembre. Le modèle d'investissement retenu diffère selon les institutions : l'État financera directement les installations de ses propres bureaux, tandis que les établissements éducatifs et de santé reposeront sur le modèle OpEx, en attirant des financements privés. Le programme devrait aussi générer 100 000 emplois et ouvrir la voie à de nouvelles activités entrepreneuriales dans les énergies renouvelables, soutenues par une fiscalité allégée (taxes réduites à 1 % sur les panneaux et exemptions d'impôt sur dix ans).

[En savoir plus](#)

Omera Petroleum rachète Totalgaz Bangladesh pour 19 M USD

La société bangladaise Omera Petroleum a signé un accord pour acquérir 99,99 % des parts de Totalgaz Bangladesh, filiale de TotalEnergies opérant sous le nom de Premier LP Gas Limited. Le montant de la transaction est estimé à 2,27 Mds BDT (1 M USD) sous réserve d'approbation des autorités de régulation.

Ce rachat renforcera la position d'Omera sur le marché du GPL, entièrement dépendant des importations, où la concurrence des acteurs locaux a progressivement érodé la part de marché de Totalgaz, pourtant l'un des leaders historiques depuis son arrivée en 2002.

[En savoir plus](#)

Inde

L'Inde lance un projet de batteries de stockage dans les centrales à charbon pour stabiliser le réseau électrique

L'Autorité centrale de l'électricité indienne (CEA) a confié à l'entreprise publique National Thermal Power Corporation (NTPC) la mise en œuvre d'un appel d'offres pour l'installation de batteries dans onze de ses centrales à charbon dans l'Uttar Pradesh, pour une capacité totale de 1,7 GW. Publié le 8 août, l'appel d'offres prévoit l'installation de 1 400 MW de systèmes de stockage de 2 heures (2 800 MWh) et de 300 MW de systèmes de 4 heures (1 200 MWh). Ces batteries permettront de stocker l'énergie excédentaire en journée et de la restituer en soirée. Les offres devront également inclure un contrat de maintenance annuel.

Cette initiative s'inscrit dans un contexte de croissance de la production solaire intermittente et vise à maintenir un approvisionnement électrique stable, notamment en période de forte variabilité de la demande. Le Plan national de l'électricité 2023

estime d'ailleurs que 236 GWh de capacités de stockage par batteries seront nécessaires d'ici 2032.

Actuellement, les centrales à charbon doivent réduire leur production d'électricité pendant les heures de forte génération solaire, puis l'augmenter rapidement en soirée, lorsque la consommation atteint son pic. L'Etat cherche ainsi à réduire ces variations de charge et améliorer la gestion du réseau.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde investit dans le recyclage des minéraux critiques en attendant le développement de ses propres capacités minières

Le conseil des ministres (*Union Cabinet*) a approuvé la mise en place d'un programme d'incitation de 15 Mds INR (170 M USD) afin de promouvoir le recyclage des minéraux critiques, notamment dans les déchets électroniques et les batteries lithium-ion, et renforcer ainsi la résilience de la chaîne d'approvisionnement de l'Inde dans le secteur.

Le programme, qui relève de la *National Critical Mineral Mission* (NCMM), durera six ans à compter de mars 2025 et doit servir de solution à court terme jusqu'à ce que les projets d'exploitation minière et d'exploration de minéraux critiques commencent à donner des résultats.

Les aides seront versées sous formes de subventions pour la construction d'installations de l'achat d'équipements, ainsi que pour les dépenses d'exploitations des premières années. Elles concernent aussi bien les grandes entreprises de recyclage que les start-ups, pour lesquelles un tiers du budget sera alloué.

Le gouvernement s'attend à ce que les incitations créent au moins 270 kilotonnes de capacité de recyclage annuelle, ce qui correspond à une production d'environ 40 kilotonnes de minéraux critiques. Pour cela, le programme de subventions devra générer un investissement total de 80 Mds INR (910 M USD).

[En savoir plus](#)

Sri Lanka

Conformément aux exigences du FMI, le prix de l'électricité au Sri Lanka pourrait augmenter à nouveau

La CEB (Ceylon Electricity Board), l'entreprise de production électrique publique du Sri Lanka, a proposé une hausse du prix de l'électricité de 6,8 %, qui doit encore être approuvée par la Commission des Services Publics (PUCSL). Le CEB a réalisé un profit de 5,3 Mds LKR (18 M USD) au deuxième trimestre 2025, qui commence à compenser un déficit de 18,5 Mds LKR (61 M USD) au premier trimestre. Ce bon résultat s'explique par une première hausse du prix de l'électricité de 15 %, entrée en vigueur début juin. L'augmentation du prix de l'électricité correspond aux exigences du FMI d'une tarification de recouvrement des coûts et d'un mécanisme de fixation des prix transparent et indépendant.

[En savoir plus](#)

Transports

Bangladesh

Le gouvernement intérimaire lance un vaste projet de hub portuaire et industriel à Moheshkhali-Matarbari et vise la création de 150 000 emplois

Le gouvernement intérimaire vient d'annoncer la relance d'un ambitieux projet de développement à Moheshkhali et Matarbari, deux localités côtières près de Cox's Bazar (sud-est). L'objectif est de transformer cette zone en un hub portuaire et industriel de dimension internationale, comparable à Singapour ou Shanghai. Le plan, piloté par la nouvelle Autorité de Développement Intégré de Moheshkhali (MIDA), inclut la construction d'un port en eau profonde, d'infrastructures énergétiques, de zones industrielles, mais aussi de centres de pêche et de transformation des produits de la mer. À terme, les autorités souhaitent créer une ville nouvelle sur ce site.

Selon une étude de la Japan International Cooperation Agency (JICA), les investissements pourraient atteindre 60 à 65 Mds USD sur les trois prochaines décennies, dont une large part privée et environ 10 % en capitaux étrangers. Les retombées économiques visées sont ambitieuses : une contribution potentielle de 150 Mds USD au PIB (soit un tiers du PIB actuel) et la création de 150 000 emplois directs. La zone devrait également renforcer la sécurité énergétique du pays, en concentrant une grande partie des importations de GNL et de GPL, et en développant une nouvelle raffinerie capable de couvrir plus d'un tiers de la demande nationale.

[En savoir plus](#)

Inde

L'Inde approuve deux projets ferroviaires et routiers de plus de 900 millions USD pour renforcer la connectivité dans l'Est de l'Inde

Le Cabinet du Premier Ministre a donné son feu vert à deux projets d'infrastructure dans le Bihar, le Jharkhand et le Bengale-Occidental. Ces projets représentent un investissement total de plus de 76,16 Mds INR (910 MUSD).

Le premier projet concerne le doublement de la ligne ferroviaire Bhagalpur (Bihar) – Dumka (Jharkhand) – Rampurhat (Bengale Occidental) sur 177 km, pour un coût estimé de 31,69 Mds INR (380 M USD). Cette modernisation bénéficiera directement à 441 villages et à une population de 2,87 millions d'habitants dans cinq districts, dont trois classés *Aspirational Districts* (Banka, Godda et Dumka). Lancé en 2018, l'*Aspirational Districts Programme* (ADP) porte l'ambition de transformer rapidement et efficacement 112 des districts les moins développés du pays. De plus, l'augmentation de capacités ferroviaires permettra de transporter 15 millions de tonnes de marchandises supplémentaires par an, notamment du charbon, du ciment et des engrais.

Le second projet porte sur la construction d'un corridor autoroutier à quatre voies dans l'Etat du Bihar, entre Mokama et Munger (82,4 km), au sein du corridor à grande vitesse Buxar–Bhagalpur. Réalisé via un PPP (*Hybrid Annuity Mode*), son coût est estimé à 44,47 Mds INR (530 M USD). Conçu pour des vitesses allant jusqu'à 100 km/h, ce

corridor relira les pôles industriels et logistiques de l'Etat tels que Jamalpur, Munger et Bhagalpur.

Ces deux initiatives s'inscrivent dans le cadre du plan directeur national PM Gati Shakti, qui vise à coordonner et accélérer le développement des infrastructures dans l'Est de l'Inde.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Environnement

Inde

L'Inde adopte de nouvelles règles d'audit environnemental

Le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) a publié le 29 août un cadre national d'audit environnemental (Environmental Audit Rules 2025). Ce dispositif met en place un système à deux niveaux qui complète le travail des organismes de régulation existants, comme le Conseil central de contrôle de la pollution (*Central Pollution Control Board, CPCB*), les administrations à l'échelle fédérale (*State Pollution Control Boards, SPCB*) et les bureaux décentralisés du ministère.

Les audits seront réalisés par des auditeurs environnementaux certifiés et enregistrés auprès d'une nouvelle agence (Environment Audit Designate Agency, EADA). Cette dernière sera responsable de la certification, du suivi des performances, de la tenue d'un registre en ligne et de l'éventuelle sanction des auditeurs. Les missions seront attribuées de manière aléatoire afin de garantir l'impartialité.

Cette réforme vise à pallier le manque de moyens humains et matériels des instances de contrôle, souvent jugées insuffisantes pour surveiller efficacement les industries et projets d'infrastructure en Inde. Les auditeurs pourront désormais inspecter les sites, prélever des échantillons, vérifier les systèmes de contrôle de la pollution et valider les rapports de conformité transmis par les entreprises.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde publie la méthodologie de calcul des crédits verts pour les plantations d'arbres

Le MoEFCC a publié sa méthodologie officielle de calcul des crédits verts après avoir lancé cette initiative en octobre 2023. Les entités engagées dans la plantation d'arbres sur des terres forestières dégradées ou d'autres parcelles identifiées ne pourront obtenir de crédits qu'après cinq années de restauration, l'atteinte d'une densité forestière suffisante avec un indice de canopée de 40 %. Chaque arbre survivant de plus de cinq ans donnera droit à un crédit.

Les crédits verts générés seront incessibles et non négociables, sauf en cas de transfert au sein d'une société mère et de ses filiales. Ils ne pourront être échangés qu'une seule fois pour répondre aux obligations de compensation forestière (en cas de défrichement) ou aux engagements de RSE des entreprises. Les crédits pourront aussi être utilisés pour satisfaire aux obligations de compensation de plantation liées à

l'approbation de projets. Toutefois, une fois échangés, ils seront considérés comme consommés et ne pourront plus être réutilisés.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

Plus de 400 lacs glaciaires de l'Himalaya, sous surveillance renforcée de la Commission centrale de l'eau indienne (CWC)

La Commission centrale de l'eau indienne (CWC) a alerté sur l'augmentation rapide du niveau et de la superficie de nombreux lacs glaciaires himalayens, signalant un risque élevé d'inondations. Dans son rapport de juin 2025, l'agence a identifié 432 lacs glaciaires répartis au Ladakh, au Jammu-et-Cachemire, en Himachal Pradesh, en Uttarakhand, au Sikkim et en Arunachal Pradesh nécessitant une surveillance intensive. Ces lacs, inscrits dans l'Atlas des lacs glaciaires 2023, ont montré une augmentation significative de leur superficie en un mois seulement.

Depuis 2011, la surface totale des lacs glaciaires en Inde a augmenté de plus de 30 %, passant de 1 917 hectares à 2 508 hectares en juin 2025. Selon le rapport, ces évolutions sont directement liées au changement climatique, la fonte des glaciers provoquant une accumulation d'eau et augmentant le risque de crues brutales (*Glacial lake outburst flood, GLOF*).

Le CWC recommande la mise en place de systèmes de suivi en temps réel, d'alertes satellitaires et de mécanismes d'alerte précoce pour les communautés locales. Il appelle aussi à renforcer la coordination entre le ministère de Jal Shakti, l'Autorité nationale de gestion des catastrophes (NDMA) et les autorités régionales, ainsi qu'à développer une coopération transfrontalière avec les pays voisins, de nombreux lacs étant situés à cheval sur les frontières.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

Numérique

Inde

L'Inde annonce la révision de sa stratégie nationale sur les semi-conducteurs

Le gouvernement a profité de l'édition 2025 du salon SEMICON India pour annoncer le lancement de l'India Semiconductor Mission (ISM) 2.0, nouvelle phase stratégique destinée à élargir l'appui aux usines de semi-conducteurs (fabs), aux biens d'équipement et aux matériaux, afin de couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur. Dans ce cadre, dix usines ont déjà été approuvées, avec pour ambition de hisser l'Inde parmi les cinq premiers producteurs mondiaux d'ici à 2032.

La conception de puces (*chip design*) constitue un axe central : le Ministère indien de l'Électronique et des Technologies de l'information a annoncé la signature de douze MoU pour renforcer les capacités locales dans les domaines des modules caméra, écouteurs/microphones, packaging miniaturisé et développement des talents. À cette occasion, le ministre a également dévoilé le premier microprocesseur conçu et fabriqué en Inde, le Vikram-32.

Enfin, la start-up indienne InCore Semiconductors a présenté une plateforme de génération de SoC (*system-on-chip*) capable de réduire le temps de conception de l'architecture frontend des puces, passant de plusieurs mois à seulement quelques minutes.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Santé

Inde

Lancement des centres de fabrication de produits biologiques avancée pour stimuler la bioéconomie et l'innovation

L'Inde a mis en place 21 centres de fabrication de produits biologiques avancée dans le cadre de la politique *Biotechnology for Economy, Environment, and Employment* (BioE3), afin de renforcer sa bioéconomie et de favoriser l'innovation dans des secteurs tels que la santé, l'agriculture et l'énergie. Ces *High Performance Biomanufacturing Platforms* sont un réseau de bio-fonderies et de pôles de biofabrication avancée, conçus pour offrir des infrastructures, des technologies et de l'expertise, permettant de développer des innovations bio du laboratoire à l'échelle pilote et pré-commerciale. Huit bio-fonderies et treize centres de fabrication de produits biologiques ont été créés à travers le pays, couvrant divers domaines thématiques comme la santé, l'agroalimentaire, l'énergie, la chimie verte et d'autres technologies émergentes. Le pays vise une bioéconomie de 300 Mds USD d'ici 2030, et espère se positionner comme un leader dans le domaine des biotechnologies.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Les chaînes de soins de santé indiennes cherchent à attirer davantage de patients étrangers

Les prestataires de soins de santé indiens cherchent à capter une plus grande part du marché des patients étrangers. Les principales chaînes de soins de santé du pays, telles que Max Healthcare, Apollo Hospitals, Fortis et Aster DM Healthcare, se positionnent de plus en plus comme des fournisseurs de solutions mondiales à la crise croissante des soins de santé dans le monde entier, beaucoup d'entre elles espérant doubler la part de leurs revenus provenant de l'étranger d'ici 2026. Le nombre de touristes étrangers venant en Inde pour se faire soigner est passé d'environ 180 000 en 2020 à près de 650 000 en 2024. De plus, les hôpitaux indiens n'attirent plus seulement des patients d'Asie du Sud, d'Afrique et d'Asie occidentale, mais un nombre croissant de patients européens.

[En savoir plus](#)

Les entreprises pharmaceutiques saluent la baisse des prix des médicaments, mais s'inquiètent de l'écart fiscal sur les principes actifs

Les récentes réductions de la taxe GST (TVA) sur les médicaments essentiels et les dispositifs médicaux, passant de 12 % à 5 % ou à un taux nul, ont été saluées par l'industrie pharmaceutique indienne et les associations de défense des patients. Ces baisses concernent notamment les médicaments contre le cancer, les thérapies contre les maladies rares et certains produits de technologie médicale. Cette mesure va dans le sens des programmes de santé publique tels qu'Ayushman Bharat et le PMJAY (Pradhan Mantri Jan Arogya Yojana). Cependant, des inquiétudes persistent concernant l'écart fiscal sur les principes actifs (API), qui pourrait freiner la production locale. Des experts du secteur soulignent qu'une inversion des droits de douane, avec un taux de 18 % sur les API, crée un déséquilibre qui pèse sur la trésorerie des entreprises pharmaceutiques. Celles-ci doivent en effet avancer une taxe élevée sur leurs intrants sans pouvoir la compenser lors de la vente de médicaments faiblement taxés. Les laboratoires pharmaceutiques appellent donc le gouvernement à corriger ce déséquilibre afin de renforcer l'autonomie du secteur.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Aviation civile

Inde

L'Inde ambitionne de devenir un acteur majeur de la production de carburants d'aviation durables

Le ministère indien de l'aviation civile (MoCA) a dévoilé le 3 septembre 2025 l'étude de faisabilité du développement et de la production des carburants d'aviation durables (*Sustainable Aviation Fuel*, SAF) en Inde. Réalisée avec le soutien de l'Union européenne et de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), cette étude constitue une première feuille de route avec pour finalité l'autonomie complète dans la production de SAF et la capacité pour l'Inde de devenir un exportateur net de biocarburants aéronautiques. Disposant d'une biomasse d'environ 750 millions de tonnes et d'un surplus de déchets agricoles estimé à 230 millions de tonnes, l'Inde possède les ressources nécessaires pour la production industrielle de SAF. L'objectif du gouvernement indien est de faire face à l'augmentation de la demande de carburant aéronautique, tout en réduisant les importations de pétrole brut de 5 à 7 Mds USD par an. L'Inde porte l'objectif d'introduire une proportion croissante de SAF dans le kérosène produit en Inde, de 1 % en 2027 à 5 % en 2030. En août 2025, l'Indian Oil Corporation Ltd est devenue la première compagnie pétrolière indienne à recevoir la certification de l'OACI pour la production de carburants d'aviation durables.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>